

P.C.F. VI^e Arr^t - CELLULE MAISON DES SCIENCES
DE L'HOMME

M A R D I 4 M A R S

de 12 H. à 14 H.

dans le

Hall de la
M.S.H.

rencontre avec Nicole BORVO

candidate communiste
aux élections régionales

et avec les Communistes de l'Ecole

LES COMMUNISTES SONT-ILS DES DEMAGOGUES ?

Peut-on vraiment gérer
autrement notre économie ?

Le bilan négatif de ces 5 ans
de gestion socialiste n'est plus discuté par personne:
aggravation du chômage, précarisation croissante de
l'emploi -notamment chez les jeunes (TUC, pourcentage

.../...

de smicards en hausse sur l'ensemble des salariés, etc.)-, baisse du pouvoir d'achat, effondrement de pans entiers de notre industrie mais aussi de nos sociétés de service (ingénierie), stagnation de l'effort de recherche très en dessous des objectifs de 1981, etc.

Reste à répondre à l'argument majeur ressassé par les médias et le Gouvernement: "ON NE POUVAIT FAIRE AUTREMENT, A CAUSE DE LA CRISE MONDIALE... ET CE QUE NOUS AVONS FAIT EST DEJA BIEN EN COMPARAISON DE CE QU'AURAIT FAIT LA DROITE".

Finalement, en ne voulant que "PRESERVER LES ACQUIS SOCIAUX", les communistes ne sont-ils pas "ringards", passéistes, ..., et surtout coupés des problèmes réels de la gestion économique?

Une telle argumentation (que vous pensez peut-être raisonnable et pertinente) n'a qu'un tort: elle ignore tout des propositions économiques concrètes élaborées depuis plusieurs années par les économistes communistes. Non seulement, en effet, nous refusons le raisonnement fataliste des socialistes et de la droite face à la crise mais nous DEMONSTRONS que l'ON PEUT FAIRE AUTREMENT.

Prenons quelques points cruciaux qui sont aujourd'hui en débat :

- "Peut-on aujourd'hui refuser aux patrons le droit de faire du profit?"
- REPONSE : Certes les entreprises doivent dégager des bénéfices, mais le profit capitaliste n'est obtenu aujourd'hui que par la destruction des emplois et des atouts réels de l'économie française, par des voies financières et parasitaires.

NOTRE BUT, au contraire, EST DE CREER PLUS DE RICHESSES, PLUS DE VALEUR AJOUTEE EN UTILISANT EFFICACEMENT LES RESSOURCES pour obtenir davantage de moyens disponibles POUR LA RECHERCHE; LA FORMATION, L'AMELIORATION DE LA VIE DES GENS.

- QUESTION : Mais ne manque-t-on pas de ressources pour investir?
- REPONSE : Les ressources existent mais elles sont gâchées par la course à la rentabilité financière. On sacrifie l'emploi pour faire des fortunes, cela développe des cercles vicieux terribles.

Or, il n'est pas fatal que le coût du capital-argent et du capital-équipement soit élevé. Avec plus de dépenses pour les travailleurs, les recherches, les formations, on pourrait réduire ce coût. Et surtout, on pourrait utiliser l'immense secteur bancaire nationalisé pour :

- taxer enfin les gâchis de capitaux,
- contrôler l'emploi des fonds en favorisant les créations d'emplois utiles,
- construire ces outils-clé de notre indépendance économique que sont la filière "biens d'équipement" (machines outils), la filière électronique, etc. — sources d'une part importante du déficit de la balance du commerce extérieur, notamment avec des pays au niveau de développement comparable au nôtre (par exemple : la R.F.A.).

au lieu de laisser nos entreprises nationalisées se replier sur des créneaux étroits, des stratégies frileuses en acceptant la domination des groupes multinationaux sous contrôle japonais et américain.

FACE A UNE CONCURRENCE TERRIBLE, NOUS PRÔNONS L'ENTRAIDE DES FIRMES ET DES BANQUES FRANÇAISES POUR FINANCER LES RECHERCHES, LES QUALIFICATIONS, LES EMPLOIS, AFIN DE PRODUIRE PLUS ET MIEUX - ce, en liaison avec tous ceux qui en Europe et dans le Tiers-Monde veulent s'opposer à la domination "U.S.A. - JAPON".

- QUESTION : Mais n'est-ce pas ce que propose la loi triennale de la Recherche avec les coopérations CNRS-Université-entreprises?

.../...

de smicards en hausse sur l'ensemble des salariés, etc.)-, baisse du pouvoir d'achat, effondrement de pans entiers de notre industrie mais aussi de nos sociétés de service (ingénierie), stagnation de l'effort de recherche très en dessous des objectifs de 1981, etc.

Reste à répondre à l'argument majeur ressassé par les médias et le Gouvernement: "ON NE POUVAIT FAIRE AUTREMENT, A CAUSE DE LA CRISE MONDIALE... ET CE QUE NOUS AVONS FAIT EST DEJA BIEN EN COMPARAISON DE CE QU'AURAIT FAIT LA DROITE".

Finalement, en ne voulant que "PRESERVER LES ACQUIS SOCIAUX", les communistes ne sont-ils pas "ringards", passéistes, ..., et surtout coupés des problèmes réels de la gestion économique?

Une telle argumentation (que vous pensez peut-être raisonnable et pertinente) n'a qu'un tort: elle ignore tout des propositions économiques concrètes élaborées depuis plusieurs années par les économistes communistes. Non seulement, en effet, nous refusons le raisonnement fataliste des socialistes et de la droite face à la crise mais nous DEMONSTRONS que l'ON PEUT FAIRE AUTREMENT.

Prenons quelques points cruciaux qui sont aujourd'hui en débat :

- "Peut-on aujourd'hui refuser aux patrons le droit de faire du profit?"
- REPONSE : Certes les entreprises doivent dégager des bénéfices, mais le profit capitaliste n'est obtenu aujourd'hui que par la destruction des emplois et des atouts réels de l'économie française, par des voies financières et parasitaires.

NOTRE BUT, au contraire, EST DE CREER PLUS DE RICHESSES, PLUS DE VALEUR AJOUTEE EN UTILISANT EFFICACEMENT LES RESSOURCES pour obtenir davantage de moyens disponibles POUR LA RECHERCHE, LA FORMATION, L'AMELIORATION DE LA VIE DES GENS.

- QUESTION : Mais ne manque-t-on pas de ressources pour investir?

- REPONSE : Les ressources existent mais elles sont gâchées par la course à la rentabilité financière. On sacrifie l'emploi pour faire des fortunes, cela développe des cercles vicieux terribles.

Or, il n'est pas fatal que le coût du capital-argent et du capital-équipement soit élevé. Avec plus de dépenses pour les travailleurs, les recherches, les formations, on pourrait réduire ce coût. Et surtout, on pourrait utiliser l'immense secteur bancaire nationalisé pour :

- taxer enfin les gâchis de capitaux,
- contrôler l'emploi des fonds en favorisant les créations d'emplois utiles,
- construire ces outils-clé de notre indépendance économique que sont la filière "biens d'équipement" (machines outils), la filière électronique, etc. — sources d'une part importante du déficit de la balance du commerce extérieur, notamment avec des pays au niveau de développement comparable au nôtre (par exemple : la R.F.A.).

au lieu de laisser nos entreprises nationalisées se replier sur des créneaux étroits, des stratégies frileuses en acceptant la domination des groupes multinationaux sous contrôle japonais et américain.

FACE A UNE CONCURRENCE TERRIBLE, NOUS PRÔNONS L'ENTRAIDE DES FIRMES ET DES BANQUES FRANÇAISES POUR FINANCER LES RECHERCHES, LES QUALIFICATIONS, LES EMPLOIS, AFIN DE PRODUIRE PLUS ET MIEUX - ce, en liaison avec tous ceux qui en Europe et dans le Tiers-Monde veulent s'opposer à la domination "U.S.A. - JAPON".

- QUESTION : Mais n'est-ce pas ce que propose la loi triennale de la Recherche avec les coopérations CNRS-Université-entreprises?

.../...

- REPONSE : Tout dépend encore une fois du contenu, de la logique économique qui guidera ces coopérations: s'agit-il de soumettre le CNRS aux profits à COURT TERME du patronat, à une recherche systématique d'économies sur le dos des salariés et au détriment de la qualité des recherches?

Ou AU CONTRAIRE, comme le proposent les communistes, d'économiser sur les coûts fixes des entreprises - qui représentent souvent les 3/4 des frais, alors que les frais salariaux n'en représentent qu'1/4 ? Dans ce cas, la collaboration fondée sur l'intérêt mutuel des travailleurs de la Recherche et des salariés des entreprises, devrait respecter l'autonomie des critères d'évaluation scientifique, les droits de publication et les statuts des chercheurs.

CE QUI SERAIT POSSIBLE dans la mesure où la gestion des entreprises et celle des établissements publics de recherche tendraient vers des objectifs communs, notamment à travers les formations permanentes, la démocratisation de la vie de l'entreprise, la complémentarité des connaissances fondamentales et des connaissances appliquées.

DE TOUT CELA , DE TOUTES LES QUESTIONS que vous
comme nous-mêmes nous posons

VENEZ EN DISCUTER

MARDI 4 MARS (12H. à 14 H.)

DANS LE HALL DE LA M. S. H.

Pour prétendre avoir une information diversifiée, il faut
Aussi lire la presse communiste
HUMANITÉ - REVOLUTION